

Météo
Lundi 22
novembre 2021

Matin
4°



Midi
8°



Soir
3°



SOURCE : LA CHAÎNE MÉTÉO



Votre fait du jour

Enquête sur ce déséquilibre qui a poignardé des passants au hasard
P. VI-VII

Transports
Paris : les prix
des parkings
privés pour garer
son deux-roues
P. XII



ÉDUCATION | Alors que la fin du premier trimestre approche, certains enseignants absents n'ont toujours pas été remplacés depuis septembre, voire plus, dans les Hauts-de-Seine. La colère gronde chez les parents d'élèves.

Faute de profs, 900 heures de cours perdues depuis la rentrée !

MARJORIE LENHARDT

LE CONSTAT EST SANS APPEL.

Depuis la rentrée scolaire de septembre, plus de 900 heures de cours perdues, de la maternelle à la terminale, sont recensées sur la plate-forme Ouyapacours, dans les Hauts-de-Seine. Cet outil proposé par l'association de parents d'élèves FCPE permet aux familles de déclarer le non-remplacement d'un ou plusieurs enseignants dans les 850 établissements scolaires du département.

Le riche territoire de l'ouest parisien obtient le pire score de la banlieue parisienne, et encore, il est sans doute sous-évalué puisqu'il s'agit d'un comptage déclaratif. « On croit que les courriers de parents pointant les heures de cours définitivement perdues, faute de remplacement des enseignants absents », s'inquiète Kataline Lhomme, présidente de la FCPE 92.

Les professeurs d'allemand aux abonnés absents à Malakoff et Vanves

Cette pénurie touche autant le primaire que le secondaire et aussi bien les filières générales que professionnelles, avec des non-remplacements depuis septembre, voire plus. Dans tout le département, la colère gronde. À tel point, par exemple, que les représentants de parents FCPE du collège Georges-Pompidou, à Villeneuve-la-Garenne – classé en réseau d'éducation prioritaire (REP) – viennent de mandater un avocat pour déposer un recours auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), « afin de mettre l'État face à ses obligations », comme ils l'indiquent dans un courrier adressé au rectorat de Versailles (Yvelines), dont dépend le départe-



“ J'ai peur de ne pas avoir mon brevet. Les cours ne sont pas rattrapés, on ne nous donne pas le programme, ni de devoirs. ”

UN ÉLÈVE DE 5^e
DE VILLENEUVE-LA-GARENNE

ment. « À la rentrée de septembre, il manquait quatre enseignants en SVT (sciences de la vie et de la Terre), français, technologie et musique, dont une absence perlée. Là, il manque encore le professeur de technologie et de musique, sachant que l'année dernière, c'était pareil. Ça fait donc six mois que les élèves n'ont plus de techno. Il manque aussi l'art plastique... Ça fait deux ans que la classe de mon fils est sinistrée », peste Nadia, maman d'un garçon de 5^e. « Ça m'inquiète parce que j'ai peur de ne pas avoir mon brevet. Les cours ne sont pas rattrapés, on ne nous donne pas le programme pour étudier nous-mêmes, ni de devoirs à faire... » confirme le collégien de Villeneuve-la-Garenne. Aux collèges Paul-Bert de Malakoff et Saint-Exupéry de Vanves, ce sont des professeurs d'alle-

Dans les Hauts-de-Seine, de nombreux cours ne sont pas assurés. La pénurie d'enseignants touche autant le primaire que le secondaire. (Illustration)

mand qui manquent à l'appel. « Les 6^e ont eu une heure de cours d'allemand depuis qu'ils sont arrivés et cela porte préjudice aux LVI bilingue et aux 3^e, dont certains se préparent à postuler à l'option Euro », déplore Marie, une maman d'élève du collège de Vanves. Les parents sont si désespérés qu'ils proposent à la directrice académique d'avoir recours au cours à distance du CNED ou du Goethe Institut.

« Sur toute l'année dernière, mon fils n'a eu que deux mois de cours. Cette année, son prof d'allemand a été remplacé mais la remplaçante est partie en formation pendant deux semaines et elle a été malade. Les élèves

“ Les deux tiers des 670 contractuels remerciés en juillet sur toute l'académie ont été repris ”

SYLVIE COQUILLE, DU SYNDICAT INTERPROFESSIONNEL SGEN-CFDT

sont complètement démotivés, ils ont oublié beaucoup de choses », constate amèrement Mélodie, mère d'un garçon de 5^e à Malakoff.

Le primaire n'est pas en reste. À l'école Louis-Pergaud du Plessis-Robinson, pas moins de 11 jours sur 35 jours de classe effectifs n'ont pas été remplacés, dont la moitié pour une classe de CP. « Cette situation n'est pas acceptable et constitue une rupture dans la continuité du service public. Nous avons trois classes en maternelle et six en élémentaire, donc une absence est catastrophique, avec des classes en surnombre, des conséquences sur les cycles d'apprentissage », s'empare Claire Reymann, vice-présidente FCPE de l'école.

À l'école primaire de la Malmaison, à Rueil, les élèves de CP n'ont plus fait d'écriture depuis le 21 octobre. « N'est-ce pas pourtant l'un des principaux objectifs du CP, avec la lecture ? » interroge les représentants de la FCPE et de la PEEP, dans un courrier adressé à la directrice académique des Hauts-de-Seine.

D'après le syndicat interprofessionnel SGEN-CFDT, 205 autorisations de recrutement de contractuels pour le primaire ont été données dès la rentrée. « Du jamais-vu ! » se-

lon le syndicat. Dans le second degré, les besoins sont tout aussi importants, particulièrement dans les disciplines des lettres anglaises en lycée professionnel, l'électrotechnique, l'éco-gestion en cursus STMG et, comme toujours, les sciences physiques ainsi que les mathématiques.

« Deux mois à peine après la rentrée, les deux tiers des 670 contractuels remerciés en juillet sur toute l'académie ont été repris, les besoins sont toujours aussi importants », confirme Sylvie Coquille, secrétaire générale adjointe du syndicat d'enseignants.

Rémunération trop basse, loyers trop chers

Pour expliquer cette pénurie, le SGEN-CFDT pointe le manque d'attractivité du métier, dû à de mauvaises conditions de travail et rémunérations, alors que les loyers dans les Hauts-de-Seine sont très élevés. Ce qui entraîne une multiplication des démissions et ruptures conventionnelles.

Sollicité, le rectorat de Versailles a repassé « la patate chaude » au ministère de l'Éducation nationale. « L'année dernière, au niveau national, nous avons annoncé des recrutements temporaires exceptionnels en raison de la pandémie, en plus des besoins de remplacement chronique. Au total, nous avons débloqué 80 000 postes de remplacement entre les moyens classiques et ces effectifs exceptionnels jusqu'à la fin de l'année scolaire, mais au bout de quatre à cinq mois, on s'est rendu compte que tous les moyens n'avaient pas été consommés », précise-t-on au ministère. Et d'assurer que la situation n'est plus aussi tendue en cette nouvelle rentrée. ■